

Pouvoir d'emprunt

toutes les activités de la société, pour déterminer les secteurs à problème et les mesures à prendre pour y remédier. Malheureusement, c'est une chose impensable pour les libéraux. S'il nous fallait des crédits supplémentaires pour que la société retrouve sa compétitivité, les actionnaires exigeraient certainement un décompte détaillé des dépenses prévues et de leur objet. Si les cadres refusaient de répondre dans les deux cas et n'avaient ni la décence ni l'honneur de démissionner, ils seraient renvoyés, évidemment. Cela ne s'applique pas, toutefois, aux députés d'en face. Le ministre des Finances prétend être un homme d'honneur; il a une femme et des enfants et il refuse de démissionner. S'il est vraiment homme d'honneur et qu'il veut passer plus de temps avec sa famille, qu'il ne se gêne pas et fasse preuve d'honneur à la Chambre des communes en démissionnant.

Dans le rapport qu'il a remis dernièrement au Parlement, le vérificateur général a souligné ce refus de rendre compte des sociétés propriété de la Couronne, qu'il a qualifiées de «sous-gouvernements». Selon lui, l'imputabilité de ces sociétés revêt une grande importance, tant pour les députés que pour les contribuables. Voici ce qu'il a déclaré, et je cite:

Les citoyens canadiens ont le droit de se considérer comme les actionnaires principaux des organismes; les parlementaires parlent en leur nom. Les sociétés qui appartiennent à la Couronne doivent rendre des comptes par l'entremise du Parlement.

Où est la responsabilité, je le demande au député de Scarborough-Centre (M. Kelly), de ce sous-gouvernement qui, au cours du dernier exercice financier, a obtenu 6.5 milliards de dollars de deniers publics, soit 9 p. 100 du budget total? Je demande au député de Scarborough-Centre d'écouter car je vais lui donner quelques idées des secteurs où l'on peut réduire les dépenses gouvernementales. Qu'il prête attention.

Qui est responsable de l'achat de Petrofina par Petro-Canada, au coût de 1.7 milliard de dollars? Pourquoi a-t-on dépensé 50 millions de dollars en photocopies, 25.5 millions pour le Bureau sur l'unité et entre 50 et 100 millions de dollars en publicité, 26 millions pour la métrisation, 441 millions pour le programme du bilinguisme, qui sont tous totalement improductifs? Qui a été tenu responsable des 540 millions de dollars que VIA Rail a coûté aux Canadiens l'an dernier? Qui a été tenu responsable du fait que CN Marine a perdu 535 millions de dollars depuis 1979? Qui a investi 25 millions de dollars dans l'achat d'un traversier dont personne ne connaît le coût total ni la date de livraison? Cela répond-il à l'une de vos questions?

Quelqu'un sera-t-il obligé de rendre compte des activités de la nouvelle Corporation d'investissements du Canada, qui représente une assiette au beurre pour quelques libéraux de plus? Il a fallu au moins 17 décrets du conseil pour surveiller et administrer cette entreprise, qui n'est qu'une preuve supplémentaire de l'incurie et de la prodigalité du gouvernement. C'est pourquoi il faut 19 milliards de dollars supplémentaires.

Ce refus très net de rendre des comptes de la part du gouvernement ne se limite pas exclusivement aux sociétés de la Couronne. Y a-t-il eu des licenciements ou des démissions, les députés d'en face ont-ils le moindre sens de l'honneur, à la suite de l'octroi de 2.7 millions de dollars par la MEER à une

société qui a fait faillite quelques jours plus tard? A-t-on congédié quelqu'un ou quelqu'un a-t-il démissionné parce que 22 millions de dollars alloués à un projet de développement rural en Haïti ont été dilapidés et que sur cette somme un paiement frauduleux de plus de \$100,000 a été effectué? Et pourtant, on porte à plus de un milliard, soit une augmentation de 150 millions, le budget de l'aide étrangère distribuée par l'ACDI qui est une véritable gangrène, un cancer, une calamité et qui n'a aucun cœur. Personne n'a été congédié.

A-t-on congédié quelqu'un en rapport avec l'acquisition et ensuite la vente de la Consolidated Computer Inc.? Bien sûr que non. Que dire à propos des lettres d'appui aux sociétés Chrysler, Massey Ferguson, Maislin, de Havilland, Canadair avec ses dettes de un milliard et demi? Que dire de la façon dont a été observée la politique des 6 et 5 p. 100 dans le cas du ministre des Finances Macdonald, de Judd Buchanan, de la construction de logements en Alberta, de la SCHL? C'est là toute une série interminable d'extravagances monstrueuses.

Il ne me reste plus guère de temps. Pourtant, quel merveilleux sujet. J'aimerais bien disposer de 20 minutes de plus. Le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 19 milliards de dollars. Pourquoi? Où est la confiance? Où est l'obligation de rendre des comptes? Où est la responsabilité? Je sais que le gouvernement n'a pas besoin de solliciter auprès du Parlement l'autorisation d'emprunter 19 milliards. Il possède déjà cet argent; il pourrait économiser 19 milliards ou dix fois plus s'il supprimait les cas de gaspillage que j'ai partiellement décrits. Les gestionnaires d'une entreprise, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, doivent être responsables et rendre des comptes, et tant que le gouvernement n'agira pas en conséquence, j'exhorte tous les députés qui ont un peu de jugeote à ne pas accorder le pouvoir d'emprunter un tel montant. Il faut le lui refuser.

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, si je participe au débat sur le pouvoir d'emprunt, ce n'est pas d'un point de vue entièrement négatif, même si on peut trouver ahurissante la somme de 19 milliards d'emprunt supplémentaire et même si un déficit de 30 milliards au compte courant peut paraître insurmontable. Néanmoins, la plupart des économistes sont d'accord pour dire que, si jamais le Canada retrouve la productivité qu'il a connue de 1975 à 1979, un déficit de 30 milliards pourrait être liquidé sur environ quatre ans. Si c'est le cas, ce n'est pas le déficit qui me fait peur, mais les raisons pour lesquelles le gouvernement veut emprunter l'argent.

Comme tout le monde le sait, nous sommes plongés en ce moment dans une profonde crise économique. En raison de la baisse des recettes, tout gouvernement, qu'il soit conservateur, néo-démocrate ou libéral devra emprunter s'il veut maintenir un niveau de vie décent, surtout pour ceux qui ont été frappés le plus durement par la crise.

Nous savons tous que les sommes perçues par l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers ont baissé considérablement, et que des difficultés sérieuses sont à prévoir en ce qui concerne les rentrées provenant des taxes sur l'énergie, et particulièrement sur le pétrole et ses produits dérivés. Le Canada ne sera pas seul à en souffrir, et il est fort possible que la récession s'aggrave partout dans le monde.